

Tensions climatiques: l'action publique peut-elle être territoriale ? Le cas de la côte Nord du Québec

Geneviève Brisson, UQAR

Mélinda Noblet, UQAR et INSPQ

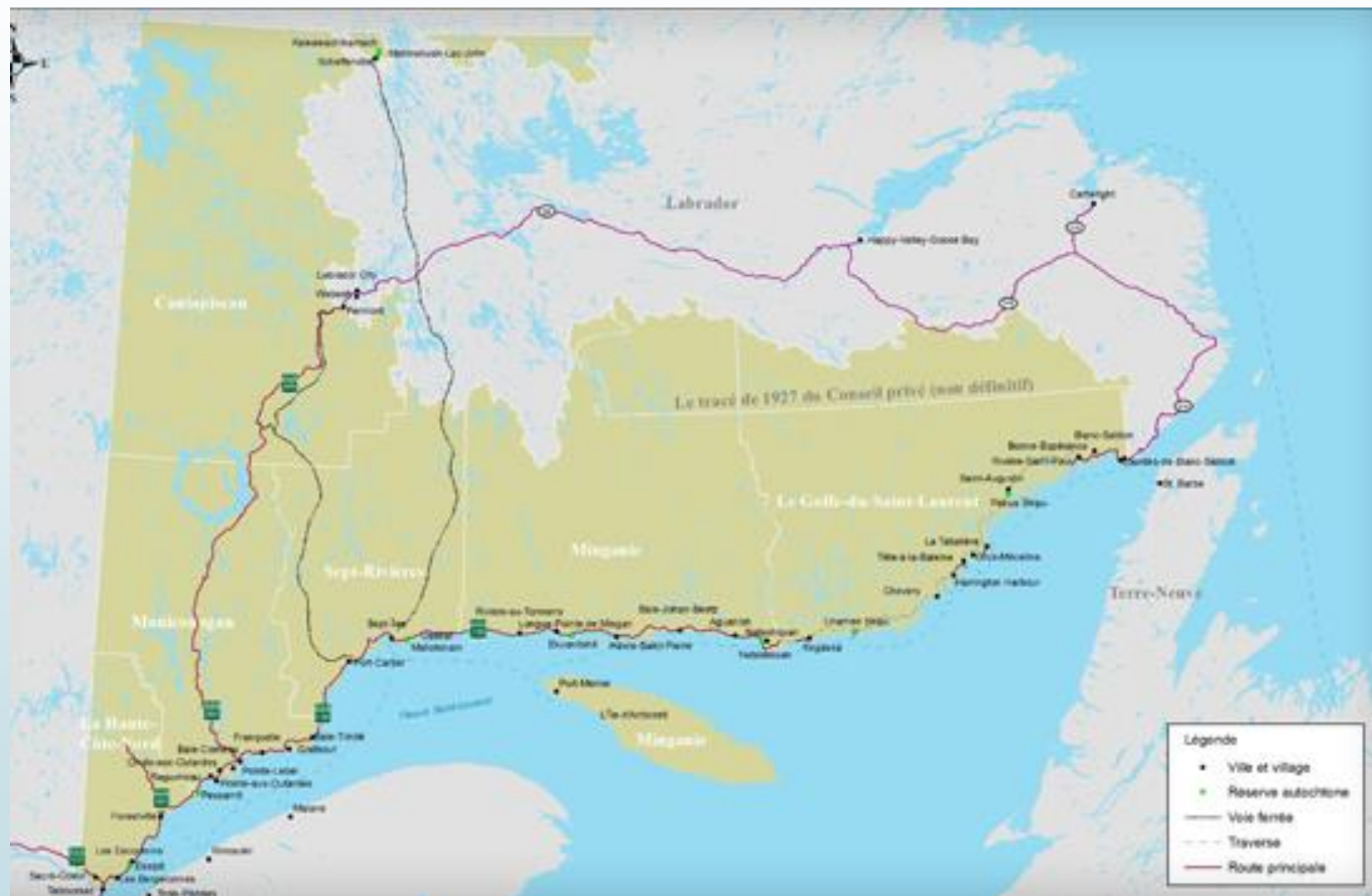
Mary Richardson, chercheure autonome

ACFAS, Rimouski, 25 mai 2015



Plan de la présentation

- Contexte
- Objectifs
- Méthode
- Résultats:
 - Régional
 - Local
- Analyse:
 - Experts/non-experts
 - Territorialisation



Contexte: CC sur la Côte-Nord

- ÉCÉ en croissance: érosion, tempête 2010
- Inquiétudes et actions multi-échelles





Objectifs de la présentation

- Documenter les réactions et actions prises face aux ÉCÉ par les acteurs publics aux échelles régionale et locale du Québec
- Analyser ce que révèlent ces actions quant à :
 - la relation entre experts et non-experts dans la gestion des risques côtiers
 - les relations avec la nature de l'action publique



Méthodes

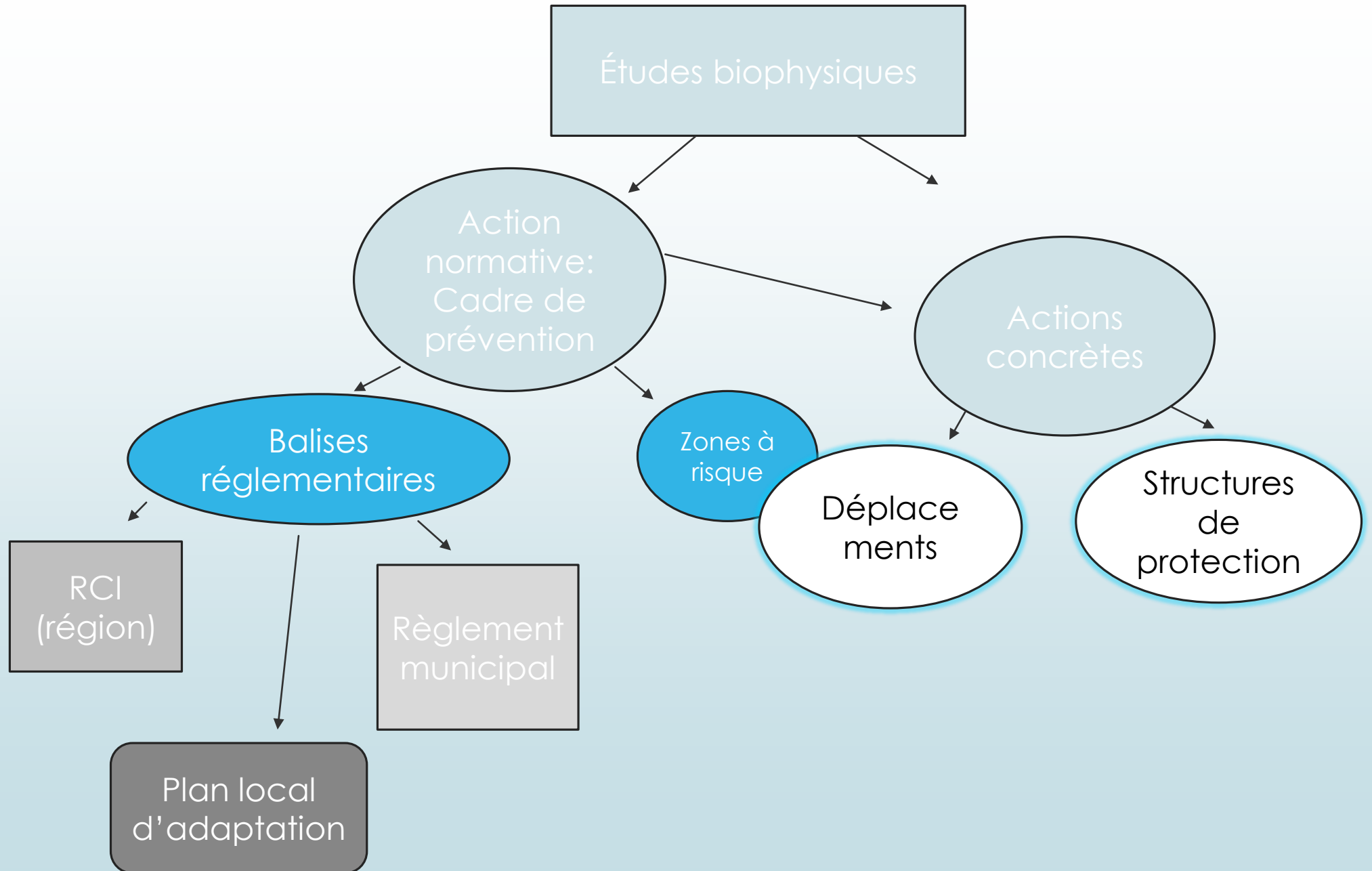
- Observation participante (2008-2012): forum côtier, ateliers de travail, conseils municipaux, rencontres d'élus et d'intervenants
- Entrevues semi-dirigées (élus locaux et citoyens) et groupe de discussion (groupe de citoyens) (2012 et 2014)



Résultats

Les réactions et les actions - régional

- Les instances municipales réagissent d'abord au cas par cas, avec leurs ressources
- Demandes d'aide au central pour les trop grands bouleversements (ex: quais, routes)
- Entente interministérielle régionale (5 ministères) – voir schéma
- Mobilisation régionale en soutien de l'entente (conférence régionale des élus; conseil régional de l'environnement, etc.)





Les réactions et les actions officielles

- Associés à la stratégie régionale – centrale mais avec un contenu local
- Exemple : Plan d'action pour l'adaptation aux changements climatiques, Municipalité de Rivière au Tonnerre (RAT)
 - RAT participe depuis 2011 à un projet intitulé « Accompagnement des communautés face aux risques côtiers », coordonné par l'Agence de Santé et Services Sociaux de la Côte-Nord, en partenariat avec l'INSPQ et l'ARUC-DCC.
 - Ce projet a permis d'initier la réalisation d'un plan d'adaptation pour la municipalité avec le soutien de chercheurs de l'UQAR
 - Il a permis d'identifier les principaux enjeux liés aux CC pour le territoire de la municipalité (impacts négatifs et opportunités) et d'élaborer des pistes de solutions
 - Le plan a été adopté en 2013 par le conseil municipal de RAT



Les effets des actions

- Au niveau régional, les actions du gouvernement central et le relai par les instances nord-côtières ont été interprétées comme un déni des particularités sociales des communautés.

Elles ont amené dans un premier temps (2002-2011):

- Tensions sociales
- Médiatisation des impacts vécus et perçus
- Interpellation de la santé publique
- Pouvoir municipal dévalorisé, peu informé et instrumentalisé
- Activité des groupes environnementaux: forums citoyens

A partir de 2011: essoufflement, résignation

- Au niveau local:
 - Municipalités suivent le cadre. Par ex., dans le cas de RAT, le principal effet du plan d'adaptation visible pour le moment : sensibilisation aux CC des élus locaux et des principales organisations sociales et entreprises du village
 - Actions individuelles pour contrer l'érosion et protéger sa propriété



Analyse et conclusion

Le rapport entre experts et non-experts

- Vision du problème et des solutions
 - Formulés par les technosciences
 - L'humain est réduit à sa sécurité
 - Formulé par des EXPERTS
 - Citoyen : vulnérable (une victime éventuellement); pas un acteur
- Étapes de gestion morcelées : experts évaluent les risques, autorités implantent les solutions, citoyens peu consultés
 - Lacunes au plan de l'information: peu; triées; déléguée
- Perception mutuelle d'un manque d'ouverture
 - Demande pour l'expression du vécu et les savoirs civils
 - Crainte de ralentir le processus; élus ont le souci du citoyen
 - Demande civile de participation aux solutions et inclusion dans TOUT le processus

Le rapport entre experts et non-experts

Ce type de rapport a des effets sur le développement social (empowerment)

- Faible sentiment de capacité civile à résoudre le problème, malgré gestes en ce sens
- Démobilisation et perte de confiance envers l'État et les experts
- Désir de solidarité, mais peu de leaders - instances locales
- Démobilisation relative face aux solutions proposées; solutions « illicites »

L'action publique et les territoires

Persistante d'une action publique centralisée malgré le développement des approches dites « territoriales » :

1. La formulation du problème:

- nécessitant une expertise détenue au central seulement
- sans ancrage avec les communautés et leur contexte territorial
- Sans prise en compte des savoirs locaux

2. Les acteurs ministériels et les politiques régionales-locales sont téléguidés par le central

3. La décentralisation reste souvent limitée :

- À l'échelle locale, manque de moyen financier et de ressources humaines compétentes en particulier dans la gestion de problèmes complexes comme les CC
- Sentiment d'isolement, d'éloignement des centres de décision et des prises de décisions (en particulier pour des régions comme la Côte Nord)
- Le gouvernement central vient apporter une aide ponctuelle après un sinistre par exemple, mais, offre de peu d'accompagnement sur le temps long en privilégiant une approche *Top-Down*, sectorielle et souvent normative
- Au niveau local, expression d'un besoin de dialogue plus soutenu entre leur échelle et l'échelle centrale, pour développer des approches *Bottom-Up* notamment